

Doulevant

INITIATIVE

Le beau geste d'Eurofence pour un client de Saint-Martin

Un camion transportant des rouleaux de fil barbelé "concertina", offerts par la société coopérative de Doulevant-le-Château, est parti hier matin pour Dunkerque. Sa cargaison est destinée à un chef d'entreprise meusien, installé à Saint-Martin, durement touché par l'ouragan Irma.



Des rouleaux de protection destinés à un client d'origine lorraine installé à Saint-Martin.

Originaire de Bar-le-Duc où il a été élève au lycée Poincaré avant d'être étudiant à Nancy, Matthieu Bourguignon est à la tête d'une entreprise de fourniture de matériaux de l'île de Saint-Martin. Et à ce titre, il est client d'Eurofence, le fournisseur de clôtures et portails de Doulevant-le-Château passé, depuis décembre 2016, sous statut de société coopérative et participative*.

Aussi, quand l'entreprise haut-marnaise, présidée par Matthieu Escudé, a appris la situation de ce client, dont la société a subi les effets de la montée des eaux, mais également des pillages, après le passage de l'ouragan Irma, elle a pris cette décision : plutôt que de lui vendre le matériel de clôture demandé, elle le lui offre.

«Être solidaire est dans l'esprit des Scop, cette action envers notre client prend donc tout son sens», explique Bruno Caye, directeur commercial. «Si on peut l'aider, et on peut l'aider, on le fait. Sur-tout depuis que nous sommes pas-

sés en Scop. Cette décision, elle n'aurait pu être prise quand nous appartenions à un groupe.»

Attendu début octobre

Hier matin, 64 rouleaux de fil barbelé "concertina" ont donc été chargés dans un poids lourd, parti à 10 h en direction de Dunkerque. Ce matériel, qui devrait arriver dans les Antilles aux environs du 5 octobre, servira doublement à l'entrepreneur lorrain, d'abord pour mettre en sécurité le périmètre de son site, ensuite pour être en mesure de fournir la clientèle insulaire. Voilà qui permettra à ce fidèle distributeur des produits d'Eurofence Scop SA, fortement impacté par Irma, de sortir un peu la tête de l'eau. Car «l'ouragan lui a causé d'énormes difficultés», rappelle Christophe Girardot, responsable de la partie export de la société haut-marnaise.

L. F.

* Site français de Périmètre Protection, un groupe suédois, l'établissement haut-marnais avait fait l'objet d'une liquidation judiciaire, mais 61 salariés se sont associés pour reprendre l'activité.

Langres

ECONOMIE

Plastic Omnium veut céder sa division environnement

Le groupe Plastic Omnium vient d'annoncer dans un communiqué, qu'il envisage de céder sa division Environnement dont le site historique se trouve à Langres et emploie 200 personnes.

C'est une véritable surprise et un pavé dans la mare que vient de lancer le groupe Plastic Omnium au travers d'un communiqué de presse diffusé mercredi soir. «Plastic Omnium annonce ce jour son projet de cession de sa division Environnement pour se concentrer exclusivement sur le développement mondial de ses activités automobiles», écrit le groupe.

L'activité Environnement de Plastic Omnium est présente à Langres depuis 1963, date à laquelle Pierre Burelle décide d'installer la première usine Plastic Omnium en dehors de la région parisienne. L'usine de Langres a été la première à produire un nouveau bac à ordures ménagères sur roulettes, un produit qui aujourd'hui se retrouve dans de nombreuses collectivités en France et à l'étranger. Langres compte également une unité de la division Auto Exterior qui produit notamment les boucliers pour les modèles Peugeot, construits à Sochaux et Vesoul.

L'annonce de cette volonté de céder cette activité historique - puisque PO a été bâtie sur la production de poubelles au tout début de son histoire -, est d'autant plus surprenante que la division Environnement «réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 330 millions d'euros, soit 4 % du chiffre d'affaires de Plastic Omnium. Rentable et généra-



Langres conservera sa division Auto Exterior du groupe Plastic Omnium et cède son usine historique de production de poubelles.

trice de trésorerie, elle est le leader européen de la conteneurisation des déchets. Elle emploie 1 800 personnes, opérant dans douze pays», indique le communiqué. En Europe, la division Environnement représente six usines et possède un carnet de 8 000 clients, principalement des collectivités à l'image de Langres qui a signé un contrat avec PO pour la gestion de ses poubelles.

Quel avenir pour Langres ?

L'activité de la division Environnement est la fabrication de

conteneurs, ce que fait l'usine langroise. Elle gère également les services associés comme la maintenance, le système de tarification incitative avec des puces intégrées aux poubelles afin de proposer une tarification à la levée ou au poids des déchets ménagers.

Dans son communiqué, Plastic Omnium affirme qu'il s'attachera à «choisir un acquéreur promoteur d'un projet de développement ambitieux pour cette activité au cœur de la ville propre et intelligente de demain».

En 2013, lors des manifestations du 50^e anniversaire de la présence de Plastic Omnium à Langres, Laurent Burelle, actuel

PDG du groupe n'avait pas caché son affection pour le site haut-marnais : «Langres, c'est pour moi sentimental et affectif car j'y ai débuté ma carrière d'ingénieur en blouse grise dans l'atelier. C'est là où j'ai appris, alors on a toujours une tendresse pour l'endroit où l'on a appris.»

Si la division Environnement doit être cédée, il faudra alors se pencher sur la stratégie du nouvel acquéreur et sur sa volonté de maintenir les sites de productions actuels en place dont celui de Langres. Sans être pessimiste, il faudrait faire preuve de vigilance.

Philippe Lagler



La division Environnement pesait 16 % du chiffre d'affaires de PO en 2006. Elle ne représente plus que 4 % aujourd'hui.

Sophie Delong : «Je reste vigilante quant au maintien des emplois»

«Laurent Burelle a tenu à ce que je sois informée en amont. Ce qui est fait mercredi, lors d'un rendez-vous à l'hôtel de Ville», indique le maire de Langres, Sophie Delong. «Lors de ce rendez-vous, l'attachement particulier à l'usine de Langres a été rappelé, de même l'exigence du groupe de céder sa branche à un repreneur très sérieux, apte à développer l'activité. J'ai compris que la volonté n'était pas de se débarrasser de l'activité environnement en très bonne santé, mais de lui donner les meilleurs moyens de se développer. Néanmoins, je reste vigilante quant au maintien des emplois. Je souhaite que l'excellence de Plastic Omnium dans le secteur automobile devienne le fer de lance de l'entreprise à Langres.»

TRIBUNAL DE COMMERCE

Deux liquidations judiciaires

Le tribunal de commerce a pris les décisions suivantes lors de son audience de lundi. Une procédure de redressement judiciaire est ouverte à l'encontre de la société brigarde de travaux publics, travaux de terrassement, à Saint-Dizier. Est aussi placée en redressement judiciaire la société financière Doyon SARL à Chaumont. Deux liquidations judiciaires sont prononcées : à l'encontre de Jean-François Prevost, commerce de détail ambulancier, à Villiers-sur-Suize et de Didier Monnot, sylviculture à Chaumont.

SOLIDARITÉ

Tchernobyl 52 doit consolider ses finances



L'association Tchernobyl 52 facilite l'accueil d'enfants ukrainiens marqués par la catastrophe de Tchernobyl. Mais les finances sont le nerf de l'action, comme cela a été rappelé à l'assemblée générale.

L'association créée en 2014, regroupant une vingtaine de familles des quatre coins du département, sans compter une famille résidant dans le Loiret, a tenu sa troisième assemblée générale, vendredi 15 septembre, à Bologne, où se situe désormais son siège.

Il faut se mobiliser pour les finances. C'est ce qu'a martelé la présidente, Sophie Dampeyroux. Les dépenses de 14 900 € et les recettes de 14 300 € ont engendré un exercice légèrement déficitaire (600 €). Les dépenses sont composées essentiellement des frais de transports (pour les jeunes ukrainiens et

une participation aux familles d'accueil), d'une aide à l'association ukrainienne, d'achats divers (lots des lotos, pour la tombola, pour des repas).

Les recettes proviennent des cotisations, 50 € par famille, soit 1 000 €, de diverses subventions. Ce fut le cas avec une aide émanant de Brigitte Fischer-Patriat, l'un des deux conseillers départementaux du canton de Bologne, d'où sa présence. Des associations diverses, comme le Lion's club et le Kiwanis de Chaumont, qui étaient représentées, ont apporté leur aide financière. La trésorerie est

aussi alimentée par des dons, émanant de commerçants, de particuliers, des manifestations diverses, lotos, repas, etc. «Les subventions que nous donnons des associations n'ont pas un caractère automatique. Il est possible que ce ne soit pas renouvelé l'an prochain», a indiqué Sophie Dampeyroux. Cela a été confirmé par le représentant du Kiwanis.

«Noyau dur»

«Nos recettes», a poursuivi la présidente, «viennent en partie des manifestations que nous organisons. Or, si toutes les familles accueillent effectivement les jeunes ukrainiens, seul un noyau dur s'occupe des manifestations. Aussi, je propose que les familles qui se mobilisent pour pratiquement tous les manifestations, ne participent aux frais de transport qu'à hauteur de 120 € (pour une famille,

ces frais peuvent atteindre 350-400 €). Celles qui aident pour la moitié des manifestations paieront 160 €. Enfin, les familles ne participant pas à la préparation et à la tenue des manifestations auront le transport totalement à leur charge». Cette résolution a été adoptée à la quasi-totalité des voix (une abstention). En amont, ont été indiquées les actions menées, telle la mise en ligne sur Internet, Facebook «1 700 visiteurs», a souligné Dominique (membre), orfèvre en la matière.

Michel Dampeyroux, secrétaire, a rappelé que le bureau s'est réuni sept fois. Il a esquissé le calendrier avec le point fort que constituera le marché de Noël à Langres, ce qui a encore été développé par Dominique.

De notre correspondant
Robert Costanza

En présence de Brigitte Fischer-Patriat, Michel et Sophie Dampeyroux ont détaillé le bilan de l'association.